



**CDEN de L'Ain du 29 juin 2023**

**Intervention de Karen Ansberque pour l'UNSA Éducation**

Madame la Préfète,

Madame la Directrice Académique de l'Education Nationale,

Madame la Vice Présidente du conseil départemental,

Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

,

Le CSA académique de ce jour est réuni, après des mois de lutte contre la réforme des retraites. De longs mois desquels nous ressortons insatisfaits et inquiets.

Cette insatisfaction est en grande partie renforcée par le pacte. Notre positionnement est clair. L'Unsa Education y est fermement opposée et nous resterons opposés tant que ce dispositif affiché comme une revalorisation de nos métiers prendra en otage une grande partie de la profession, tant qu'il restera un moyen détourné pour imposer une certaine vision de l'Ecole et non un moyen pour que le système aille mieux avec des personnels mieux considérés, mieux rémunérés et des élèves qui ne seraient pas les objets d'un pacte entre un employeur et ses personnels. Je dis « prendre en otage une grande partie de la profession » car il oublie un certain nombre de personnels pour lesquels les tâches se sont aussi complexifiées, alourdies ces dernières années.

Tout d'abord, le principe même d'un pacte entre l'Etat employeur et ses personnels est un mépris de notre service public. Notre arrêté de titularisation en tant que fonctionnaire, nous l'avons signé à notre entrée dans la profession. Aujourd'hui, nous exigeons légitimement d'être « juste » reconnus pour ce que nous faisons déjà, pour ce que nos différents métiers ont connu de charge de travail supplémentaire, alors même que l'écart se creusait lourdement entre nos rémunérations et le coût de la vie. Nous n'avons pas à contracter un pacte pour obtenir une reconnaissance qui nous est due, pour dealer de meilleurs salaires contre des missions déjà trop

lourdes, pour lesquelles ce sont des questions de recrutement et de formation qu'il faudrait se poser et moyenner.

Ensuite, ce pacte montre déjà les forts risques de dysfonctionnement qu'il va engendrer. Sa mise en œuvre dans une certaine précipitation pour la rentrée 2023 mais surtout dans une « semble-t-il » ignorance des moyens humains réels de notre institution pour informer, recenser, aménager, planifier, faire remonter, ... présente tous les paramètres pour épuiser les personnels en charge de ces tâches de pilotage et coordination, tous les paramètres pour ne pas garantir d'équité entre les personnels potentiellement concernés, et bien sûr pour aggraver le rejet du pacte.

Par ailleurs, la volonté coûte que coûte de mettre en place le pacte, une volonté qui le caractérise depuis le début des discussions, explique les graves travers des arguments utilisés pour le faire accepter par le plus grand nombre. Pacte et remplacement, pacte et école inclusive, pacte et voie professionnelle, pacte et SNU... Telle une réponse simple à des problèmes majeurs et complexes. La rémunération a pour objectif premier de payer les personnels pour leur travail et non d'être un moyen détourné pour pallier les manques de l'employeur quant aux enjeux et aux prérogatives de l'institution, quant à ses responsabilités.

Sous couvert de tendre vers un système meilleur et plus juste, et donc en jouant aussi la carte de la responsabilité de chaque personnel, c'est en réalité un « gagner plus en s'épuisant plus » que le ministère offre malhonnêtement à ses personnels. En cela le pacte dans la voie professionnelle en est un parfait exemple. Si au niveau de l'UNSA Éducation, nous souhaitons que des missions déjà effectuées et non reconnues aujourd'hui le soient enfin financièrement, nous refusons qu'elles le soient sous condition d'intégrer un bloc insécable de missions nombreuses et intenables.

Enfin, un pacte qui oublie bon nombre de personnels pourtant concernés car essentiels pour que le système « tourne », pour que les mesures se mettent en place. Professionnels de santé pour lesquels les premières concertations sur la revalorisation indemnitaire n'ont aucunement répondu aux attentes et présentent même des incohérences notamment sur l'exercice en éducation prioritaire. Assistants et assistantes de service social pour lesquels les retards de versement de salaire sont inacceptables. Personnels administratifs pour qui le déploiement d'Op@le et la mise en place de RenoiRH poursuit l'anéantissement à petit feu de la santé et du sens du métier de nos collègues dans les services et établissements. Personnels ITRF également qui apportent leurs compétences au service du système. Quel mauvais calcul que d'écarter de la revalorisation des maillons aussi importants ? Quelle méconnaissance de ces métiers que de les ignorer dans la prise en compte de missions qui se complexifient ?

L'UNSA Éducation ne donne pas de consigne aux personnels quant au pacte, elle respecte les avis et volontés de chacun, et surtout les besoins. Si elle les alerte de façon responsable sur les risques d'une surcharge importante de travail et de solution mirage pour de meilleurs résultats de notre Ecole, l'UNSA Éducation n'a à empêcher, ni juger aucun collègue de sa recherche d'un salaire moins éloigné des dépenses incompressibles de chaque foyer français. Avec l'UNSA-FP, l'UNSA Éducation continue d'exiger des mesures pour tous les fonctionnaires, que ce soit au niveau de la revalorisation indiciaire comme au niveau du logement. Les annonces faites par le ministre de la Fonction publique sont très insuffisantes et déconnectées des besoins. Elles ne peuvent être que des mesures d'urgence, et sûrement pas être les seules réponses salariales pour 2023 et 2024. Nous demandons l'ouverture rapide du chantier sur les rémunérations et les carrières afin de pouvoir redonner des perspectives à tous les agents publics et retrouver une part de l'attractivité à la fonction publique. Investir dans la fonction publique, c'est investir pour l'avenir du pays.

Comme vous pouvez l'entendre, Monsieur le recteur, l'UNSA Éducation vous fait part de son refus du pacte, mais aussi à travers les raisons qui motivent ce refus, de ses inquiétudes importantes sur l'état de notre Ecole. Les priorités d'égalité des droits pourtant au cœur de notre service public d'éducation et souvent rappelées par le ministre lui-même, et les enjeux d'améliorations des conditions de travail des personnels ne semblent pas être pris en compte à leur juste niveau, ils semblent même être un prétexte pour redorer, faire digérer des mesures salariales autant attendues que contestées dès leurs prémices. Dans le même esprit et la même colère, au sujet du harcèlement scolaire, l'UNSA Education dénonce la précipitation de mesures prises en réaction à l'émotion suscitée par un événement dramatique. Le harcèlement est un fléau majeur faisant des victimes chaque jour et poussant dans certaines situations nos enfants à commettre l'irréparable, mais décider de façon unilatérale des consignes déconnectées de la réalité et à appliquer sans aucun délai d'organisation est plus qu'irrespectueux des personnels et des élèves. C'est aussi une non réponse, voire une ignorance, sur la problématique du harcèlement elle-même.

Je vous remercie de votre attention